

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1549

Artikel: La Suisse doit montrer l'exemple
Autor: Egger, Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021254>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse doit montrer l'exemple

Domaine Public s'est déjà fait l'écho de l'absence des ONG dans la préparation du Sommet sur la société de l'information qui se tiendra à Genève en décembre 2003 sur l'initiative de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Cette réunion devait être consacrée à Internet et aux nouvelles technologies. Un certain nombre de mouvements souhaitent élargir ce Sommet au problème plus général de l'accès à l'information. Nous publions aujourd'hui une contribution qui va dans cette direction.

Michel Egger

Responsable de la politique de développement auprès de la *Communauté de travail*
Swissaid - Action de Carême - Pain pour le prochain - Helvetas - Caritas

Le compte à rebours a commencé. Le Sommet mondial sur la société de l'information se déroulera à Genève du 10 au 12 décembre. La ville de Calvin accueille jusqu'au 28 février la deuxième conférence préparatoire. Bien que l'événement reste encore largement confidentiel, son thème n'en est pas moins capital: les technologies de l'information et de la communication - Internet en tête - sont de puissants véhicules d'idées et d'images, qui influencent nos modes de vie, de pensée et de consommation.

L'un des enjeux majeurs de ce Sommet est la place donnée à la société civile. Les textes officiels appellent clairement à sa participation active et effective. Ils invitent par là à jeter les fondements d'une nouvelle forme de «gouvernance», véritablement démocratique, transparente et tripartite. C'est-à-dire incluant, dans une écoute réelle et réciproque, les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Ce serait une manière de dépasser à la fois le seul espace intergouvernemental et la logique binaire de la confrontation (pouvoir/contre-pouvoir), tous deux insuffisants face à la complexité des problèmes actuels.

Le rôle d'un tel Sommet est de définir un cadre et des mécanismes - de régulation et de financement - permettant de promouvoir l'information comme bien public, de lutter contre sa dégradation en marchandise et instrument de manipulation. Cela implique que l'accent ne soit pas mis seulement sur les infrastructures (pour le Sud) et les marchés potentiels (pour le Nord), mais sur le droit des citoyens à être informés et à communiquer. Essentiel à cet égard est le développement des capacités - personnelles et communautaires - à s'approprier les outils et à produire des contenus locaux, en fonction des besoins et des spécificités culturelles.

La participation des ONG est remise en question

Sans la société civile, la réalisation de tels objectifs est impossible. Or, il faut malheureusement constater qu'on est encore loin de sa pleine participation, promise au départ par le Sommet. Les bidouillages politiques ont propulsé l'Union internationale des télécommunications - agence technique complètement fermée aux ONG - à la tête du processus et divisé la manifestation en deux phases: Genève en 2003 et Tunis en 2005. La première conférence préparatoire, en juillet dernier, a surtout révélé la peur et le

manque de volonté politique des gouvernements. Celle qui vient de démarrer ne laisse rien augurer de bon: le document de référence a été préparé dans une «semi-clandestinité», on ne sait pas si les sous-commissions où se prennent les décisions auront lieu à huis clos ou non, et les médias sont quasiment exclus des débats.

Il est temps que les choses changent. La société civile a accumulé une telle dose de frustrations que si certains signes d'ouverture réelle ne sont pas donnés ces prochains jours, la perspective d'un contre-sommet n'est pas impossible, ainsi que cela a été évoqué à Porto Alegre. Plus grave encore pour la Suisse, qui s'est battue pour organiser ce Sommet et a investi plus de vingt millions de francs, Genève pourrait n'être alors que le lever de rideau du Sommet de Tunis.

La Suisse doit faire des propositions fortes

Ce n'est pas ce que souhaite la Plateforme suisse pour la société de l'information, qui regroupe une trentaine d'ONG et associations de professionnels des médias. Le tir peut encore être corrigé, mais il faut pour cela que les autorités suisses fassent preuve de plus d'engagement, d'audace et d'imagination que jusqu'ici. Cela signifie notamment un leadership plus affirmé, une diplomatie plus active, une meilleure collaboration entre les offices compétents, une coopération plus étroite avec la société civile, un réveil de la classe politique. Si la Suisse veut saisir pleinement la chance de ce Sommet de l'ONU - le premier sur son territoire - elle doit devenir une vraie force de proposition, un catalyseur sur le plan international et un exemple en matière de «nouvelle gouvernance».

Dans cette perspective, la Plateforme suisse demande la création rapide d'une *taskforce* nationale de haut niveau, réunissant tous les acteurs susceptibles d'apporter leur contribution au processus du Sommet. Une telle instance - authentiquement tripartite, permanente et transparente - serait non seulement un espace de réflexion et d'échanges où s'élabore cette vision de la société de l'information qui fait tant défaut, mais aussi un laboratoire de nouvelles formes d'organisation et de partage du pouvoir. La proposition est actuellement sur la table du Conseil fédéral. ■